

Pour l'expert Antoine Basbous, l'offensive turque ira jusqu'à la ville kurde à l'est mais pas plus loin

«Ankara négocie la prise de Manbij»

SYRIE

Syrie » Le drapeau turc flotte depuis dimanche sur la ville d'Afrine. Deux mois après le début de l'offensive baptisée «Rameau d'olivier» dans l'enclave kurde au nord-ouest de la Syrie, l'armée turque et ses supplétifs de l'Armée syrienne libre (ASL) ont délogé de la ville les milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

La chute du bastion des Kurdes syriens est une victoire d'étape aux yeux du président turc Recep Erdogan qui espère pousser encore plus à l'est et prendre les villes de Manbij, Kobané, Tell Abyad, Ras al-Aïn et Qamichli. Un scénario improbable, estime Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes (OPA), à Paris.

Jusqu'où ira la Turquie?

Antoine Basbous: Les Turcs veulent créer un cordon sanitaire le long de la frontière sud du pays, en chassant leurs ennemis kurdes de la région. Théoriquement, ils ne devraient pas aller plus loin que Manbij, une ville située à plus d'une centaine de kilomètres à l'est d'Afrine, en raison du verrou américain. Ils seraient tout au plus autorisés à intégrer cette ville dans leur conquête.

Washington, qui craint des étincelles avec Ankara, aurait-il donné le feu vert aux Turcs pour prendre Manbij?

La Turquie a négocié la prise de Manbij avec Rex Tillerson. Mais le limogeage la semaine dernière du secrétaire d'Etat américain a changé la donne. Les Turcs sont en train de négocier le sort de Manbij avec son remplaçant, Mike Pompeo.

Et pas au-delà?

Au-delà, les Américains se sont réservé l'espace à l'est de l'Euphrate. Ils ont pris fait et cause pour l'alliance kurdo-arabe. Ils lui ont livré beaucoup d'armes et l'entraînent à l'est de l'Euphrate. Washington est en embuscade par rapport aux Iraniens qui ont créé un croissant chiite de la mer Caspienne à la mer Méditerranée. Et pour cela, les Etats-Unis ont besoin d'une base territoriale et d'alliés autochtones. Tant que Washington conserve cette politique, les Kurdes resteront la colonne vertébrale de cette entité fonctionnelle.

Quel message envoie la Turquie au régime syrien et aux Kurdes avec la prise d'Afrine?

Les Turcs veulent leur part dans ce pays dépecé qu'est la Syrie. Les Russes ont la côte, les Ira-



«Les Turcs ont anéanti toute action de résistance structurée chez les Kurdes»

Antoine Basbous

niens le centre et les Américains l'est de l'Euphrate. Ankara veut défendre ses intérêts. Pour pouvoir éradiquer ses voisins, elle a diabolisé les Kurdes de Syrie, comme étant une extension de l'ennemi qu'est le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan considéré comme terroriste par Ankara, ndlr) et les a attaqués. La chute d'Afrine permet aux Turcs de chasser beaucoup de Kurdes de la frontière. Pour les remplacer, ils réimplantent des réfugiés arabes. Les Kurdes ont été les sacrifiés.

Le rêve des Kurdes syriens de créer un Etat autonome le long de la frontière nord du pays est-il brisé?

Le rêve kurde d'avoir une entité qui réunirait les 40 millions de Kurdes éparpillés sur quatre Etats ne semble pas réalisable actuellement. Mais ce rêve est à géométrie variable: il peut se décliner en décentralisation administrative, avec la création

d'une région autonome, d'une fédération ou confédération avec l'Etat dominant... Pour cela, il faudra un «parrain» fiable qui ne les instrumentalise pas pour les sacrifier aussitôt.

Les YPG, qui promettent «un cauchemar permanent» à l'armée turque, ont-elles les moyens de reprendre les territoires perdus?

Les Turcs ont anéanti toute action de résistance structurée. La seule possibilité laissée aux Kurdes, c'est le harcèlement et la guerre d'usure. Il y a une guerre asymétrique dans ce combat, car les Kurdes n'ont pas de chars ni d'avions. Ils peuvent mener des embuscades, harceler l'armée turque et ses alliés mais pas reprendre les territoires perdus.

Le régime syrien avait envoyé des milices étrangères combattre les Turcs à Afrine. C'était perdu d'avance?

Le régime a fait cela pour la photo. Comme il n'avait pas les moyens de mobiliser l'armée, il a envoyé des miliciens. Ce n'était pas une contre-offensive, juste un message pour dire aux Kurdes qu'il les soutient et aux Turcs que le régime ne compte pas abandonner ce territoire. De toute façon, Moscou gère cette zone et ne voulait pas de bataille entre l'allié stratégique ancien, Damas, et l'allié potentiel, qui est en train d'être intégré dans le camp russe, Ankara.

Le régime syrien met toutes ses forces sur la Goutha et Idlib...

La priorité de Bachar al-Assad est de laminer la Ghouta Est. Idlib, puis Deraa seront les prochaines cibles. Le régime syrien ne maîtrise plus grand-chose sur son territoire. Il est sous la perfusion de l'armée russe et des milices étrangères menées par l'Iran. »

Poutine promet moins de dépenses militaires

Russie » A peine réélu, Vladimir Poutine a assuré hier que la Russie allait diminuer ses dépenses militaires cette année ainsi qu'en 2019. Le président russe ne compte pas se lancer dans une course aux armements, a-t-il promis. Sa réélection a été saluée de Pékin à Damas en passant par Paris.

«Nous avons prévu une baisse de ces dépenses», a confirmé le maître du Kremlin lors d'une rencontre avec les candidats à la présidentielle. Pour autant, «cela n'aboutira pas à une baisse des capacités défensives» de la Russie, a-t-il martelé.

M. Poutine a largement remporté la présidentielle avec un score sans précédent depuis son arrivée au pouvoir il y a 18 ans. Le score est éloquent: 76,7% des voix, soit l'équivalent de 56 millions de Russes. » **ATS/AFP**

Les Européens solidaires avec Londres

Espion empoisonné » Les Vingt-Huit se sont serrés les coudes face à la Russie, hier, alors que l'affaire Skripal provoque des tensions de plus en plus vives entre Londres et Moscou.

Réunis à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont affiché leur «solidarité sans réserve» avec le Royaume-Uni, qui rend la Russie responsable de l'empoisonnement de l'ex-espion Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, le 4 mars à Salisbury, dans le sud de l'Angleterre.

Les Vingt-Huit n'ont toutefois pas (tous) été jusqu'à accuser eux

aussi, en bloc, la Russie d'avoir perpétré cette «attaque», à l'aide d'un agent neurotoxique – le Novitchok – que l'Union soviétique avait développé dans les années 1970-1980: Grèce en tête, certains pays s'y sont opposés, sous le prétexte que les experts de l'Organisation (internationale) pour l'interdiction des armes chimiques n'ont entamé qu'hier leur enquête au Royaume-Uni. Pour les mêmes raisons, les Européens n'ont pas (encore) évoqué la possibilité de frapper la Russie de sanctions. Mais leurs leaders reviendront sur la question jeudi, au cours d'un sommet.

En attendant, les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit soulignent quand même dans une déclaration que l'Union «prend extrêmement au sérieux» les conclusions que Londres a déjà tirées de l'affaire Skripal.

Le chef de la diplomatie britannique, Boris Johnson, en a remis une couche, en jugeant «de plus en plus absurdes les démentis des Russes» sur leur implication dans l'attentat. «Un jour, ils soutiennent qu'ils n'ont jamais produit du Novitchok. Un autre jour, ils reconnaissent qu'ils en ont produit,

mais que tous les stocks ont été détruits. Et puis, ils annoncent qu'une partie de ces stocks s'est échappée» à l'étranger. «Ils ne dupent plus personne, où que ce soit.»

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, est sur la même longueur d'onde que Boris Johnson, qu'il a reçu, hier. Le Norvégien a vertement dénoncé le «comportement irréfléchi» de la Russie (dans le monde entier) et le «mépris clair pour la paix et la sécurité internationale» qu'elle affiche. »

TANGUY VERHOESEL, BRUXELLES